Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2018

Subjectivités face à l'exil

Face à l'exil au risque des subjectivités

Alexandra Galitzine-Loumpet et Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/7561>

DOI : 10.4000/jda.7561

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2018

Pagination : 7-17

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Alexandra Galitzine-Loumpet et Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, « Face à l'exil au risque des subjectivités », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/jda/7561> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.7561>

FACE À L'EXIL AU RISQUE DES SUBJECTIVITÉS

Alexandra Galitzine-Loumpet*
Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky**

Face à l'exil au risque des subjectivités

Désignés comme une « crise » par les politiques européennes, nationales et tout autant par un paysage médiatique prolifique, les déplacements migratoires et les politiques d'accueil mettent également en crise les positions d'une pluralité d'acteurs dans des temporalités traversées par l'urgence (état d'urgence, urgence humanitaire, urgence citoyenne et solidaire). Cette temporalité de l'urgence agit sur le rapport à des lieux d'exception (camps, campements), sur les actions et sur les existences (Cazier, 2016 : 9) des exilés en premier lieu et de ceux qui les côtoient régulièrement, dans la diversité de leurs actions et positions. Se tenir « devant la douleur des autres » pour reprendre le titre éponyme de Susan Sontag (2003) éprouve nos subjectivités modernes dans leur rapport au politique, nos réactions et positions. Comment « faire face » à l'exil, faire face à ce que cet événement bouleverse, interroge ou

* ** ANR LIMINAL / CESSMA (Centre d'études en sciences sociales des mondes africains, américains et asiatiques), – Inalco-Paris Diderot-IRD, Maison de la recherche Inalco, 2 rue de Lille – 75007 Paris

Courriels : loumpet.galitzine@gmail.com

marie-caroline.yatzimirsky@inalco.fr

Ce hors-série a été élaboré avec la participation de l'ANR LIMINAL / INALCO et du programme Non-lieux de l'exil.

remet en cause dans son sillage (Wahnich, 2015) ? Qu'engage une position d'aidant, d'observateur, de militant ou de chercheur – si tant est que ces positions puissent être si clairement distinguées ? Ces interrogations engagent à chaque fois plusieurs formes de subjectivités et de subjectivations, confrontant nos subjectivités à celles des exilés. Double miroir, où chacun construit et est construit à son tour dans l'ordre du réel comme dans celui des imaginaires, mais aussi dans un jeu relationnel entre acteurs.

Face à l'exil, l'ébranlement des subjectivités

Le choix du terme exil est ici autant épistémologique que politique. En esquivant des assignations administratives et juridiques et en élargissant sa définition, l'exil favorise l'expérience et le vécu. Le migrant est assigné à l'espace et au mouvement, condamné à une « vie en transit » (Djigo, 2016), une vie en suspens. L'exilé.e est « jeté dans le monde en étant jeté de son monde en même temps que de soi » (Tassin, 2017 : 202), c'est-à-dire marqué par une discontinuité dans l'être (Saïd, 2008). Les modalités de la rencontre avec l'exilé.e en sont transformées : *a minima* ; celle-ci projette ceux qui se tiennent face à l'exilé hors du temps du quotidien et de l'habituel d'une vie sédentaire. L'acteur, de l'observateur à l'engagé, est témoin, par son expérience, de conflits plus ou moins explicites, de transgressions ponctuelles ; il l'est à nouveau, mais indirectement cette fois, lorsqu'il répond à la nécessité de contrer et de plaider des narrations concurrentes et dépréciatives. La montée d'affects qui saisit l'acteur au plus intime (Favret-Saada, 2009), les « conjonctures » qui redéfinissent sa place (Althabe, 1990) influent sur la relation intersubjective.

Dans tous les cas, c'est l'heur de la rencontre qui est le point de départ, à double titre.

D'une part, ces subjectivités sont historiquement liées dans l'événement de l'exil par les modalités de violence contemporaines et les transformations des rapports à l'État-nation. La « violence-monde », généralisée, diffuse, emprunte de nouvelles formes (Cusset, 2018 : 19) en même temps que prévaut la

temporalité de l'« urgence », trouée, traumatique, avec ses pertes et ses failles. L'effraction de la violence engendre le clivage et l'impossibilité d'inscrire l'événement dans une temporalité chronologique et narrative qui soutiendrait le sujet (Bertrand, 2005). Ce sujet est l'exilé contemporain, aux prises avec des violences qui peuvent être extrêmes. Alors « les processus d'intégration, de subjectivation, peuvent être profondément entravés. On parle dans ce cas-là de désobjectivation, processus qui implique la difficulté, voire l'impossibilité, de tenir compte de nouvelles contraintes, qu'elles soient internes (pulsionnelles) ou externes (provenant de l'environnement) » (Pestre, 2012). Mais ces processus de subjectivation/désobjectivation s'exercent aussi sur les acteurs associatifs, chercheurs, citoyens à leur tour « éprouvés », dans l'immédiat ou dans l'après-coup, sommés d'agir et de réagir sans délai et sans distance. L'ébranlement des subjectivités devient alors responsabilité du citoyen, injonction personnelle à l'action, désir de combler, et dans certains cas, jouissance de l'utilité et de l'efficacité.

D'autre part, la rencontre engage deux subjectivités dans leur différence et mobilise les processus de (dé) subjectivation et les identités : parce que l'exilé est avant d'être un exilé, un homme, une femme avec ses aspirations et que chacun est, bien avant le statut et le rôle auquel convie sa profession, un citoyen engagé dans l'exil, « notre échange engage ma subjectivité autant que mon être politique » (Saglio-Yatzimirsky, 2018 : 29) réinscrivant, en consultation comme sur le terrain, l'échange individuel dans un cadre politique plus large. Comment nommer ce double mouvement d'engagement des subjectivités ? La « sollicitude », dans la réciprocité convoquée par Ricœur (1990) peut être mobilisée dans un cadre de soin comme au-delà : « De même que le sujet a besoin de ma médiation, j'ai besoin de sa médiation pour me reconnaître dans cette rencontre abrupte, pour me tenir devant lui » (Saglio-Yatzimirsky, *op. cit.* : 262). Elle ouvre cependant un champ d'identification et de projections individuelles qu'il convient d'interroger, de même qu'il est nécessaire de questionner le champ des engagements collectifs. Des mouvements se font jour, entre subjectivités individuelles et au

travers de groupes de conviction plus larges (humanitaires, politiques, de l'analyse), selon des positionnements réélaborés, selon les circonstances, les représentations de l'efficacité de l'action, de l'estime de soi ou les formes d'objectivation. À ce titre, questionner les subjectivités est aussi questionner le déni des subjectivités et des angles aveugles des pratiques. Jusqu'à quel point construisons-nous une figure du sujet en exil, c'est-à-dire une doxa qui, au-delà de sa fonction heuristique, ne demeure qu'une figure nous définissant davantage qu'elle ne redessine une pensée de l'altérité ? Arrive-t-il que le sujet en exil, fort d'une expérience singulière irréductible, résiste à notre appréhension et en quelque sorte nous déçoive ? Le sujet en exil, doit-il accepter ou résister, s'il le peut, à nos appropriations subjectives ? Eprouvées par rebond, soumises aux injonctions de l'urgence, que produisent nos subjectivités face à l'exil, et avec quels effets dans la durée ?

Trois ans après le début d'une « crise de l'accueil » qui n'a jamais cessé aux échelles nationales et européenne, le temps est sans doute venu de prendre le risque d'une première analyse retrospective et réflexive des engagements et pratiques face à l'exil et aux exilé.e.s. Le risque dont il est ici question dans l'action est aussi un risque au sens philosophique qui inaugure un temps autre, celui de de l'inédit, du refus de la répétition, de l'ouverture « d'un espace inconnu » (Dufourmantelle, 2011 : 11). Plusieurs raisons paraissent ainsi permettre l'analyse des subjectivités et de l'intersubjectivité de l'exil.

La première, épistémologique, trace la frontière ténue entre le parler « pour » et le parler « à la place de », engageant notamment la question des langues et plus largement celle des catégories employées. Qui parle et de qui parlons-nous : des « autres » exilés, du « nous » citoyens, ou encore d'un « nous-autres » parfois indéterminé ? Comment qualifier les acteurs ? Le risque des catégories tient à la fois à leur nature mais aussi, comme le souligne l'épistémologue Ian Hacking (1993), au fait qu'elles influencent le comportement des individus et modifient la classification en retour. Les « migrants », les « réfugiés », les « demandeurs d'asile », appréhendés comme

tels, sont rivés à une logique de l'information et de la preuve et leurs discours sont tordus par le cadre même du recueil. Or les subjectivités en exil sont aussi des subjectivités au-delà de l'exil.

La seconde raison porte sur les modalités de construction des subjectivités. De fait, nos subjectivités questionnent d'autres subjectivités en même temps qu'elles se questionnent elles-mêmes, s'engagent, se ferment, se déplacent, se protègent dans des élaborations tributaires d'héritages historiques et d'histoires personnelles liées à la migration. Quelles projections ou identifications projectives sont à l'œuvre dans cet exercice de se tenir devant l'autre « en exil » ? Qui rencontre qui et qui est projeté dans cette rencontre ?

En troisième lieu, le curseur est à la fois celui de l'anthropologie, qui s'interroge sur le sujet éprouvé, individu inséparable du collectif, mais aussi celui d'une philosophie renouvelée qui repense le terrain et la notion d'expérience et enfin celui de la psychologie qui questionne les déplacements psychiques. Questionner les subjectivités *en exil* à travers nos propres subjectivités *sur* l'exil, oblige à repenser un dialogue interdisciplinaire – et pas seulement pluri-disciplinaire –, pour tenter de réfléchir aux outils et clés d'entrée comme aux circulations de concepts, en prenant soin de penser l'ambivalence et la polysémie plutôt que de la réduire. Or précisément, penser à partir de son expérience engage dans le même temps à se situer face à celles d'autres subjectivités mises à l'épreuve de l'exil, et face à ses propres positions et questionnements. Cette réflexivité a été expressément demandée à tous les contributeurs de ce numéro, dans un exercice qui, s'il ne fut pas simple, s'est avéré nécessaire pour penser sa propre subjectivité face aux autres et engager leur confrontation.

Portée et limites de la réflexivité : La position des acteurs

Il est difficile de penser la recherche qui s'intéresse aux migrants sans questionner le positionnement des acteurs et des chercheurs comme acteurs singuliers, aux marges ou, dans certains cas, au centre de l'engagement. Michel Agier propose trois postures pour qualifier l'engagement en faveur du réfugié : celui qui s'engage

« au nom de la souffrance » dans la « cause humanitaire », celui qui s'engage au « nom de la ressemblance » dans la « cause identitaire », enfin celui qui s'engage « au nom de la différence » dans la « cause exotique » (Agier, 2016 : 15, 17, 20). Ces différentes postures n'apparaissent d'ailleurs pas exclusives, mais recomposables selon les événements.

La position du chercheur demeure singulière : face aux « désordres » du monde de l'exil, il fait l'expérience d'un « grand renversement » (Altounian¹) qui rend sa position instable. Pourquoi ? D'une part, parce qu'il est tenu de conserver une distance « objective », et de se défaire au moins partiellement de l'asymétrie d'une position de témoin-expert dont la légitimité s'imposerait aux autres acteurs – paradoxe, si l'on songe combien sa voix porte peu auprès des acteurs gouvernementaux.

D'autre part, parce que ses identités multiples ne seraient plus, soudain, des référents possibles mais des potentialités limitatives ou conflictuelles : le chercheur neutre se verrait rattrapé par le citoyen engagé, le théoricien par l'individu affecté en prise avec le moment. Les diverses temporalités et espaces font crise, parce que les ruptures de l'ici et maintenant questionnent les possibles linéarités du sens et la cohérence du discours scientifique. Un déplacement est requis vers « une anthropologie de l'émergence du sujet dans chaque situation observée » (Agier, 2012 : 2). Ce décentrement tient compte de l'historicité, du contexte relationnel et repose sur l'inclusion du chercheur et de sa subjectivité au cœur même de la dynamique de construction du savoir, dans une démarche réflexive. Étienne Tassin, dans son entretien, promeut ainsi un « agir ensemble » qui s'inscrit dans l'expérience commune du philosophe citoyen et des exilés.

La contribution de Michèle Leclerc-Olive propose une troisième voie pour analyser positionnements et catégories. Constatant l'obsolescence d'une « langue d'hier », fondée sur des cadres

¹ Nous empruntons cette expression à Janine Altounian, lors des débats du colloque « Violence et récit », organisé à l'université Paris Diderot les 28-29 mai 2018, LIMINAL-CESSMA.

épistémologiques naturalisés et incorporés, participant d'« épistémologies sédentaires », elle revient sur la notion d'expérience : « transmettre l'expérience constitue un préalable à toute analyse scientifique dans une chaîne de ré-instanciations qui va de la subjectivité du sujet de l'expérience à l'expérience du chercheur qui écrit sur lui ». Le principe évoqué est celui de la reconnaissance ou de la résonance, entre l'expérience propre du chercheur et celle de son interlocuteur, dont le caractère traumatique, et donc souvent indicible, emploie parfois le détour de la fiction.

Mais il y a là, pour tous, un risque. Jean-Pierre Olivier de Sardan avait déjà signalé les intérêts (rejet du positivisme classique, nouveau paradigme implicationnel, critique directe) et les écueils multiples de cette introduction d'une narration subjectivée du chercheur. La plus importante des impasses serait sans doute de faire exister les « Autres » comme « sujets » uniquement par leur relation avec le chercheur (Olivier de Sardan, 2000). Cette impasse, réelle, impose la question de la « bonne distance » du chercheur (ou du praticien, du bénévole). Elle s'exprime différemment selon qu'elle concerne le sujet dans le lieu de la rencontre, dans un autre cadre ou à distance de l'événement ou encore les modes et vecteurs de la communication (*de visu*, par réseaux sociaux ou sms, par écrit). Elle interroge les conditions des relations intersubjectives, comme le décrit l'entretien, conjointement élaboré, par Hayatte Lakraâ et Simiak, pseudonyme choisi pour refuser l'assignation à un seul statut de réfugié. L'exercice est une exploration de la position et de l'histoire de chacun ainsi que de l'estime nécessaire, c'est-à-dire d'une resubjectivation, pour déjouer pièges et impensés. La contribution de Christiane Vollaïre, interroge, à Lesbos, la place du chercheur et plus précisément la position d'exil impliquée par l'activité philosophique face à la rémanence, si ce n'est la « peste », de représentations racialisées et coloniales se superposant à la question migrante. Qui donc en effet, peut « se sentir à sa place » face à l'exil ?

Ainsi posés, les enjeux de la restitution de l'expérience des sujets, sujets exilé.e.s et sujets chercheurs ou acteurs, engagent également plusieurs temporalités distinctes : celle de l'événement, de son contre-coup, et les réélaborations de l'après-coup.

L'expérience du lieu, coup et contrecoup

La rencontre des sujets en exil dans les « lieux » ou non-lieux qui leur sont dévolus par les politiques migratoires actuelles, camps, campements, bidonvilles, ghettos à Paris, Lesbos, Grande Synthe, Breil sur Roya, Vintimille, apparaît proprement liminale : c'est celle d'un bord territorial, national, de langue et de position. En effet, tous ces espaces de confinement placent les sujets hors du monde commun et sont des lieux « de fortune » plus ou moins hospitaliers. Parmi ceux-ci, Calais tient une place particulière : il est question de « l'expérience de Calais » (Tassin, dans ce volume), de « l'évènement » ou du « moment Calais » (Agier *in* Agier *et alii*, 2018). Plus que tout autre espace et moment en France, Calais propose une « situation » qui concentre la « crise » et y décline toutes ses dimensions. Certes l'histoire de Calais est liée depuis les années 1990 à la problématique migratoire de la frontière, mais c'est aussi, depuis l'été 2015 et l'installation du bidonville, une « zone frontière » qui se construit à la fois dans (et contre) l'espace politique de la ville et dans l'espace psychique de chacun. Symboliquement, l'espace-temps du bidonville de Calais, mieux connu comme la « Jungle » apparaît à la fois comme un « cul de sac et un carrefour » (Agier *et alii*, 2017), un « non-lieu, [un] nulle part » (Perec, 1994) et le lieu visible du politique, « là où ça se passe ». Cet espace-temps de la « Jungle de Calais » engage des représentations complexes, parfois contradictoires, qui en retour, influent sur les qualifications et représentations de l'expérience, qu'analyse une contribution d'Alexandra Galitzine-Loumpet.

À Calais comme ailleurs, la multiplicité des positionnements, stratégies, intérêts et recompositions, plus ou moins explicites, apparaissent ainsi démultipliés, légitimés par des positions de rupture et d'opposition aux politiques des collectivités territoriales et

de l'État. La question du jeu des acteurs, des espaces de négociation octroyés ou saisis face aux collectivités territoriales apparaît ici centrale, dictée par la nécessité d'agir mais productrice d'effets parfois ambigus, ainsi que l'analysent Pauline Doyen, Behrouz Keyhani et Laurence Lécuyer dans leur contribution commune sur les distributions alimentaires des associations œuvrant à Calais. Cette interrogation touche de nombreux terrains de l'exil : l'hospitalité privée qui se met en place en réaction aux démantèlements des campements de Stalingrad (Paris) à l'été 2015 est ainsi interrogée par Evangeline Masson-Diaz à travers les façons de (se) nommer et se définir des acteurs et conjointement des constructions de l'engagement mutuellement exclusives et pourtant liées.

Analyse des subjectivités, l'après-coup

La position du chercheur et du praticien n'est pas simple dans ce cadre, eux qui sont tenus à la distance « objective ». C'est dans l'après-coup seulement que s'ouvre un champ de possibles pour la construction d'une réflexion critique. L'après-coup est ce « processus de réorganisation [...] par lequel les événements traumatiques ne prennent de signification pour le sujet que dans un après-coup, c'est-à-dire dans un contexte historique et subjectif postérieur, qui leur donne une signification nouvelle » (Roudinesco & Plon, 1997 : 56). On garde le « face à », présent dans l'heur de la rencontre : étymologiquement, il y a le « combat » dans la rencontre avec l'exil, qui est aussi une confrontation, à l'autre et à soi. C'est un face-à-face sans esquive aussi, qui exige une déconstruction, sans contournement, des violences de l'espace politique. Deux contributions abordent, avec une grande honnêteté, les effets de ces violences dans la relation thérapeutique. Ana Gebrim revient ainsi sur l'inconscient colonial à l'œuvre dans un espace psychothérapeutique à São Paulo au Brésil, caractérisé par l'arrivée croissante d'exilé.e.s venant d'Haïti et d'Afrique centrale. Ce qui s'invite et doit être déjoué dans la relation intersubjective entre le praticien et l'exilé, ce sont des éléments structurants de la société brésilienne, les

« préjugés de couleurs ». Laure Wolmark interroge pour sa part le rapport au lieu de l'exilé, ses points de rupture subjective qui ne peuvent être retraversés par la relation psychothérapeutique qu'à la condition, explique-t-elle, que la subjectivité de la thérapeute « participe d'une certaine manière au voyage » vers ce lieu inhabitable du pays d'accueil, et prenne le risque, ainsi, d'être à son tour effractée par des formes de « désespoir thérapeutique ».

Enfin, le rapport avec le lieu de l'exil est abordé dans un entretien avec Jacob Durieux, archéologue. Documentant le quartier où il réside en photographiant régulièrement depuis sa fenêtre le terre-plein de Stalingrad, les séries d'images réintroduisent la longue durée et questionnent la constitution d'une double archive : celles des campements et celles des dispositifs anti-migrants, notamment des grillages, dans la vie du quartier.

La question posée par ces milliers de clichés rejoint ainsi le préambule d'Étienne Tassin, à qui cet hors-série voudrait rendre hommage, celle de l'expérience et du témoignage : « Aussi ne s'agit-il pas de rendre compte d'une expérience comme si celle-ci comportait une valeur de vérité indiscutable, mais de se demander quel sens politique prend un témoignage et quelle cause sert-il. » Les déplacements géographiques, anthropologiques, psychiques des « subjectivités face à l'exil » participent de cette interrogation.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGIER M., 2012. « Penser le sujet, observer la frontière », *L'Homme*, 203-204 : 51-75.
- AGIER M., 2016. *Les migrants et nous, comprendre Babel*. Paris, CNRS.
- AGIER, M., BOUAGGA Y. & BARRÉ C. (eds), 2017. *De Lesbos à Calais. Comment l'Europe fabrique des camps*. Paris, Le Passager Clandestin, coll. « Babels ».
- AGIER M., BOUAGGA Y., GALISSON M., HANAPPE C., PETTE M. & WANESSON Ph., 2018. *La Jungle de Calais. Les migrants, la frontière et le camp*. Paris, PUF.

- ALTHABE G., 1990. « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, 14 : 126-131.
- BERTRAND M., 2005. « Qu'est-ce que la subjectivation ? » *Le carnet psy*, 2005/1(96) : 24-27.
- CAZIER J.-P., 2016. « Subjectivités en états d'urgence », *Chimères*, 88 : 7-9.
- CUSSET F., 2018. *Le déchainement du monde*. Paris, La Découverte.
- DJIGO S., 2016. *Les migrants de Calais. Enquête sur la vie en transit*. Marseille, Agone.
- DUFOURMANTELLE A., 2011. *Éloge du risque*. Paris, Rivage Poche.
- FAVRET-SAADA J., 2009. *Désorceler*. Paris, Éditions de l'Olivier.
- HACKING I., 1993. *Concevoir et expérimenter*. Paris, Christian Bourgois.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2000. « Le "je" méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, 41(3) : 417-445.
- PEREC G., 1994. *Récits d'Ellis Island*. Paris, POL.
- PESTRE E. 2012. « Le réfugié : un sujet en péril psychique et politique », *Asylon(s)*, 9 (juin) « Reconstructions identitaires et résistances », <http://www.reseau-terra.eu/article1246.html> (consulté le 06/07/2018).
- ROUDINESCO É., PLON M., 1997. *Dictionnaire de la psychanalyse*. Paris, Fayard.
- RICEUR P., 1990. *Soi-même comme un autre*. Paris, Le Seuil.
- SAÏD E., 2008. *Réflexions sur l'exil*. Arles, Actes Sud.
- SAGLIO-YATZIMIRSKY M.-C., 2018. *La voix de ceux qui crient. Rencontre avec des demandeurs d'asile*. Paris, Albin Michel.
- SONTAG S., 2003. *Devant la douleur des autres*. Paris, Christian Bourgois.
- TASSIN É., 2017. « Philosophie /et/ politique de la migration », *Raison publique*, 21(1) : 197-215.
- WAHNICH S., 2015. « Faire face », *L'Homme & la société*, 197(3) : 191-204.